

Qualité de vie au travail: le paysage dans le grand âge avant la mission El Khomri

Article 19/06/2019



Table ronde sur la QVT au travail au Geronforum 2019 de la Fnaqpa. Crédit: Fnaqpa

L'ancienne ministre du travail Myriam El Khomri, choisie pour piloter le plan métiers du grand âge, ne partira pas d'une feuille blanche en matière de qualité de vie au travail, selon le directeur des établissements et services médico-sociaux de la CNSA, Simon Kieffer.

[La récente nomination de Myriam El Khomri](#) aux manettes du plan métiers du secteur du grand âge constitue "une pierre d'un chemin" que les pouvoirs publics ont "déjà commencé" à tracer, selon les termes de Simon Kieffer au Geronforum de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa), qui s'est tenu mi-juin aux Sables-d'Olonne.

Cette mission, confiée à l'ancienne ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, [avait été annoncée par la ministre des solidarités et de la santé, Agnès Buzyn](#), en mars, à l'issue de la remise du rapport de Dominique Libault, [qui plaide pour un véritable plan métiers](#).

Lors d'une table ronde consacrée aux politiques publiques en matière de qualité de vie au travail (QVT) au Géronforum, le représentant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) a ainsi rappelé qu'une démarche a été lancée dès 2016 dans les champs sanitaire et médico-social relevant de la fonction publique hospitalière (FPH), a-t-il rappelé. "La QVT fait également partie des objectifs contenus dans la stratégie nationale de santé 2018-2022", a-t-il ajouté.

De plus, en juillet 2018, [un observatoire national de la QVT](#) pour les deux secteurs sanitaire et médico-social a été installé, chargé "de produire de la connaissance utile, de la diffuser et de la mettre à disposition", a aussi rappelé Simon Kieffer. "L'observatoire travaille sur quatre thématiques: le lien QVT et prévention des collectifs de travail, le lien entre QVT et restructuration, le lien entre QVT et nouvelles technologies, et le lien entre QVT et qualité des soins", a-t-il détaillé.

"Et il y a, spécifiquement sur notre secteur médico-social, une commission nationale pour la QVT, pilotée par la DGCS [direction générale de la cohésion sociale], qui a travaillé fin 2017-début 2018 à [la formalisation d'une stratégie nationale](#), qui a été publiée", a-t-il ajouté.

Simon Kieffer a souligné aussi qu'en 2018, "[16 millions d'euros ont été mis sur la table](#), 13 millions d'euros qui passent directement par les agences régionales de santé [ARS] et qui ont vocation à soutenir dans vos établissements des démarches de qualité de vie au travail, trois millions d'euros sur [les clusters QVT](#), ce qui fait que dès 2019, le territoire national est couvert par ces clusters, qui permettent le regroupement d'établissements accompagnés pour développer leurs démarches".

"Par ailleurs, il y a également deux millions d'euros alloués aux agences régionales de santé pour financer des démarches de prestation de conseil sur cette question de QVT", a-t-il ajouté.

Et "nous avons fait la même chose en 2019", a-t-il assuré. Plus précisément, [13 millions d'euros ont été versés cette année aux ARS](#), à titre non reconductible, pour soutenir des démarches de QVT, 9 millions d'euros pour le secteur personnes âgées et 4 millions d'euros pour le secteur handicap.

Passer outre les Opco?

L'attention portée par la CNSA "à la formation et aux conditions d'exercice passe par les liens que nous avons avec les Opca [organismes paritaires collecteurs agréés], [les Opco aujourd'hui](#) [opérateurs de compétences], nous avons des conventions avec eux, qui sont des leviers pour inciter au déploiement d'un certain nombre de formations pour les personnels du secteur", a poursuivi Simon Kieffer.

Dans ce cadre, il s'est réjoui que la loi relative à l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ([dite loi "Elan"](#)) permette désormais à la CNSA de "financer la formation des directeurs, des cadres, des managers", alors que jusqu'ici, "on ne pouvait intervenir financièrement que sur la formation des personnels de soins et d'accompagnement".

Mais il a convenu que cette démarche ne s'était pas "encore matérialisée dans nos conventions avec les Opco, car elles sont 'ancienne formule'". Et il s'est d'ailleurs interrogé à haute voix sur l'idée de "soutenir directement des gros gestionnaires, des gros opérateurs, des fédérations", au lieu de passer par les Opco, pour rendre opérationnelles et plus rapidement effectives ces formations.

D'autant qu'il a expliqué que le travail avec les ex-Opca, dont les conventions sont dotées de "30 millions d'euros par an", n'avait pas été très concluant sur le sujet de la QVT... "Nous avons essayé de mener une action en demandant aux Opca de proposer des actions spécifiques et [...] nous avons été relativement surpris de leur difficulté à proposer véritablement des choses", a-t-il regretté.

Il a néanmoins évoqué le soutien d'un programme d'accompagnement de l'Opca de la branche associative sanitaire, sociale et médico-sociale, Unifaf, consistant en "des prestations RH [ressources humaines] dans

huit régions pour accompagner des établissements dans le développement de démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)".

Myriam El Khomri bien accueillie

De manière plus générale, le directeur des établissements et services médico-sociaux de la CNSA a jugé qu'au-delà de toutes les actions déjà entreprises par les pouvoirs publics, "il y a deux sujets sur lesquels nous devons progresser: un sujet sociétal qui est 'quel regard la société a sur les métiers du grand âge, de la perte d'autonomie, du handicap', et cela va être un des objets du groupe présidé par Myriam El Khomri".

"Et le deuxième axe de travail est la question du parcours professionnel: comment le système arrive à offrir des parcours professionnels ascendants et comment on arrive à faire en sorte qu'une personne passe d'un Ehpad à un service d'aide à domicile, voire à une activité hospitalière", a-t-il ajouté, soulignant que la "question de la fluidité du parcours", tant évoquée pour "l'usager", devait aussi s'appliquer pour les professionnels.

Par ailleurs, à la tribune, Hugues Vidor, président de l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (Udes) et directeur général de la fédération d'aide et de soins à domicile Adessadomicile, a salué "la nomination de Mme El Khomri, qui est un signe extrêmement encourageant" et qui "montre qu'on peut se diriger vers une réforme un peu systémique de nos organisations".

"On a besoin de plus d'attractivité, de revoir nos systèmes de classification, et tout cela ne se fait pas sans une certaine forme de reconnaissance financière", a-t-il espéré.

Interrogé en marge du Géronforum par [APMnews](#) (site du groupe d'information APM International, dont fait partie Gerontonews), Didier Sapy, le directeur général de la Fnaqpa, a estimé lui aussi que "le simple fait de sa nomination est un signe positif très fort envoyé au secteur et au sujet" de la QVT.

"C'est une personnalité, une ancienne ministre. Ceux qui ont travaillé avec elle semblent l'avoir appréciée pour sa qualité de dialogue. Mais, indépendamment de sa personne, le fait de nommer une ancienne ministre dans cette mission, c'est quand même un signe fort de l'importance que le gouvernement attache à ce sujet", a-t-il souligné, se réjouissant de ce "signal envoyé en vue des grands débats parlementaires qui nous attendent", pour [la future loi sur le grand âge et la dépendance](#).

vl/san/cbe/ab

Valérie Lespez